

n°112

Lundi 18 juin 1979

4fr.

front libertaire

des luttes de classe

édité par l'Organisation Communiste Libertaire

ITALIE: les mouvements

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES



autonome et
libertaire

Autonomie et mouvement libertaire en Italie: une première approche

L'interview qui suit a été traduite de la revue libertaire espagnole *Bicicleta*. Ayant été faite il y a quelques mois, elle ne traite pas de la répression qui touche actuellement les militants les plus connus de l'Autonomie Ouvrière, et donc des conséquences que cela entraîne sur l'évolution de l'Autonomie.

Ce qui résulte de cette interview, c'est avant tout une présentation d'ensemble de la réalité du « Mouvement » italien, du PCI, du mouvement libertaire, etc. Tous les thèmes qui sont abordés mériteraient d'être approfondis et analysés plus précisément. Ce manque est, il faut le dire, surtout rendu possible par nos propres carences en ce qui concerne l'information, le travail de traduction de publications militantes italiennes et la réflexion qui devrait en découler. On ne promet rien mais on essaiera, dans les mois qui viennent, d'être à la hauteur de ces exigences...

Les camarades interviewés, Fausto (dont nous avons déjà parlé dans *FL*) et Tiberio font partie des collectifs de la revue *Communismo Libertario* et de *Radio Alice de Bologne*. Venant du mouvement anarchiste officiel, ils ont pris part au développement du mouvement autonome des dernières années et ont en commun des expériences de prison (surtout Fausto) pendant le mouvement de 1977 et pendant « l'affaire Moro ».

B. — Pourriez-vous tracer un panorama du mouvement extra-parlementaire italien ?

— Je préférerais parler du mouvement révolutionnaire, dans le sens d'anti-réformisme. D'une part, il y a tous les groupes qui se réfèrent à l'autonomie, l'ex-*aire* de *Lotta Continua* (dissoute en 1976, seul subsiste le journal). Tout un mouvement constitué de collectifs, depuis les féministes jusqu'aux radios libres, comprenant l'aire libertaire. C'est une aire politique. Ensuite il y a toute l'aire de l'autonomie : comités et collectifs qui sont pour le développement de l'autonomie réelle, des collectifs comme celui de l'Alfa Romeo ou de la Polyclinique, certaines radios du mouvement, etc.

Ce qui se passe actuellement dans le mouvement autonome, c'est qu'il n'existe plus d'organisation nationale comme le furent *Potere Operaio*, *Lotta Continua* ou *Il Manifesto* et qui, jusqu'en 1977, pouvaient susciter un débat dans le mouvement ou tracer une certaine voie...

B. — Que deviennent les propositions de créer un « Parti de l'Autonomie » ?

— Il y a un an, cela avait un certain impact propagandiste. Aujourd'hui, cela n'existe plus qu'autour du journal *Rosso*, qui a perdu pratiquement toutes les situations importantes et qui ne subsiste que par un groupe réduit à Padoue. Le théoricien de la revue, Toni Negri, a été marginalisé et n'en fait plus partie. Aujourd'hui, ils cherchent moins à faire un parti comme tâche immédiate, mais lancent plutôt des campagnes sur, par exemple, les prisons, les centrales nucléaires, par l'intermédiaire des radios. *Rosso* de récupérer les thèmes qui sont dans le mouvement autonome pour mener la bataille de la construction d'une organisation centralisée, mais son initiative a perdu beaucoup de sa force.

D'autre part, dans l'aire de l'Autonomie, il y a la proposition du collectif de *Via del Vosci* de Rome, de construire un mouvement pour l'Autonomie Ouvrière. Il y a eu plusieurs assemblées jusqu'à ce jour, pour confronter les situations distinctes, avec la participation de *Rosso*, les Comités Révolutionnaires (dont le théoricien est Oreste Scalzone et qui sont en perte de vitesse) et les collectifs de *Via del Vosci*. Nous y avons été en tant qu'observateurs. Pour l'instant, il n'en est rien sorti. Il y a la proposition léniniste de *Rosso*, celle plus soviétiste et conseilleriste de *Via del Vosci* et la proposition ouvriériste des Comités Communistes Révolutionnaires. Il y a eu en fait qu'une simple confrontation.

Enfin, il y a l'aire libertaire dont nous pouvons parler plus en détail.

B. — Jusque-là, vous n'avez pas parlé du groupe *Il Manifesto* qui ici, dans certains milieux, est présenté comme le plus important.

— Bien, le PDUP¹ avec sa revue *Il Manifesto*, suit une dialectique

parallèle au parti communiste. Le discours de Lucio Magri au parlement est un discours berlinguerien, plus à droite que celui de Panella² par exemple, dans les débats sur le terrorisme. Le discours du PDUP est un discours qui a une fonction bien précise pour le système capitaliste (demandant par exemple la revalorisation du travail salarié et sur la relation étude/travail, demandant l'institutionnalisation de l'exploitation). Magri se situe clairement dans ce qui s'appelle en Italie le néo-réformisme, et finalement, appuie toujours les projets du PCI au parlement.

Un autre discours est celui du MLS³ fondamentalement stalinien dans sa pratique d'organisation paramilitaire du parti communiste, qui a toujours utilisé la violence contre les luttes du mouvement autonome. Ils ont un quotidien depuis quelques mois, *La Sinistra*. C'est d'ailleurs surprenant qu'un si petit groupe se paie un quotidien ; quelqu'un doit les financer..., il n'y a aucun doute que cela vient du PCI.



L'Usine Fiat de Turin - Mai 1971

Pour en finir avec le camp des néo-réformistes, nous pouvons parler de *Democratia Proletaria* dont l'organe est le *Quotidien des travailleurs*. C'est la fusion de « *Avanguardia Operaia* », « *Liga dei Communisti* » et d'autres groupes plus petits ; c'est le parti de la gauche syndicale, tout en essayant d'être aussi dans le mouvement autonome avec une position très ambiguë.

B. — Bien que n'ayant rien à voir avec l'Autonomie, il est inévitable, quand on parle des luttes en Italie, de poser le problème du PC. L'appareil communiste le plus important et celui qui a le plus de pouvoir dans le monde capitaliste.

— Avant 1968, il occupait un espace politique. Après, il a suivi une logique anti-révolutionnaire, arrivant même parfois à être à la tête d'initiatives anti-ouvrières au fur et à mesure que son poids s'est accru dans l'appareil d'État. Par exemple, en 1975 le PC approuve la loi anti-terroriste qui, concrètement est une loi contre l'opposition révolutionnaire. A partir de 1975, il va acquérir une force de plus en plus grande dans l'appareil économique, les mo-

yens de communication, se répartissant pratiquement le pouvoir avec la DC.

B. — Quelles sont les bases du pouvoir économique du PC ?

— C'est très important, parce qu'il l'a construit depuis 1945, en s'accaparant dès le début des secteurs comme la construction, la métallurgie, le secteur du commerce, et enfin l'agriculture. Il est le troisième groupe économique de toute l'Italie, après Montedison et FIAT.

B. — ... avec ses ramifications multinationales correspondantes ?

— C'est très important parce que les coopératives du PC ont été les premières à entrer sur les marchés des pays de l'Est. En conséquence de quoi, il bénéficie de matières premières à meilleurs prix que les autres industries dirigées par la bourgeoisie traditionnelle. Il a un marché développé dans les pays africains, en fonction d'un certain type de relations politiques.



tyèmes dénoncés par des personnes du parti communiste. Ils m'ont désigné un magistrat communiste pour l'instruction (le magistrat a été soigneusement choisi par *Magistratura Democratica* contrôlée par le PC).

Il y a des délateurs qui dénoncent ce qui est vrai et aussi d'autres ce qui ne l'est pas, par exigence de parti. Dans certains cas, il se charge directement de la répression militaire des luttes. Un exemple : une lutte très importante contre la sélection a eu lieu dans un lycée de Milan. Quand il fut occupé par les lycéens, le Parti (à travers le syndicat) a mis en grève une carrière toute proche pour organiser un service d'ordre payé avec l'autorisation du syndicat, afin de faire évacuer le lycée occupé. Le 19 mai de l'an passé, nous sommes allés dans les bus avec des magaphones, pour inciter les gens à ne pas payer. Des militants du PC sont arrivés, ont fait arrêter l'autobus et ont appelé la police pour nous embarquer. A la dernière manifestation qui eut lieu à Bologne, les carabinieri se sont trompés et ont arrêté les groupes armés du PC (qui normalement agissent avec la police), croyant que c'était des autonomes ; ils passèrent quelques jours en prison alors que des camarades y ont passé un an et demi.

B. — Vous dites que le Mouvement autonome est apparu à la suite de toute une série de luttes avec des contenus nouveaux et avec une dynamique qui affaiblit le poids du syndicalisme réformiste et la politique des groupes « néo-réformistes ». Pourriez-vous parler de quelques-unes de ces luttes, de leur situation actuelle ?

— En premier lieu, celle des hospitaliers qui s'est étendue rapidement à toute l'Italie. Ce fut une lutte égalitaire au niveau des salaires et contre les hiérarchies des grands médecins qui détiennent le pouvoir, et de là a pu se dégager une conscience politique plus élevée. A Florence, la grève générale dura 32 jours, à Rome plus longtemps bien que non générale.

Les augmentations de salaires qui furent arrachées par les hospitaliers marquent l'échec du « pacte Pandolfi », pacte social signé avec les syndicats pour stabiliser l'économie en limitant les salaires.



Bien qu'il n'y ait aucun ministre communiste pour l'instant, cela n'est pas important, les décisions économiques se prennent au niveau des experts de la DC et du PC, y compris toutes les lois anti-prolétariennes de ces dernières années. Et pas seulement en matière économique. Le Parti communiste propose les moyens les plus durs, non seulement contre les terroristes, mais aussi contre la moindre expression révolutionnaire. L'expert du PC en matière d'Ordre public, Pecchioli, proposait l'année passée la fermeture des centres d'où pouvait partir des actions « violentes », ce qui signifiait l'encercllement du mouvement autonome, en fermant les lieux où se réalisaient les assemblées et d'où partaient les manifestations... le parti communiste n'agit pas seulement au niveau des lois, mais utilise ses militants comme une police sociale...

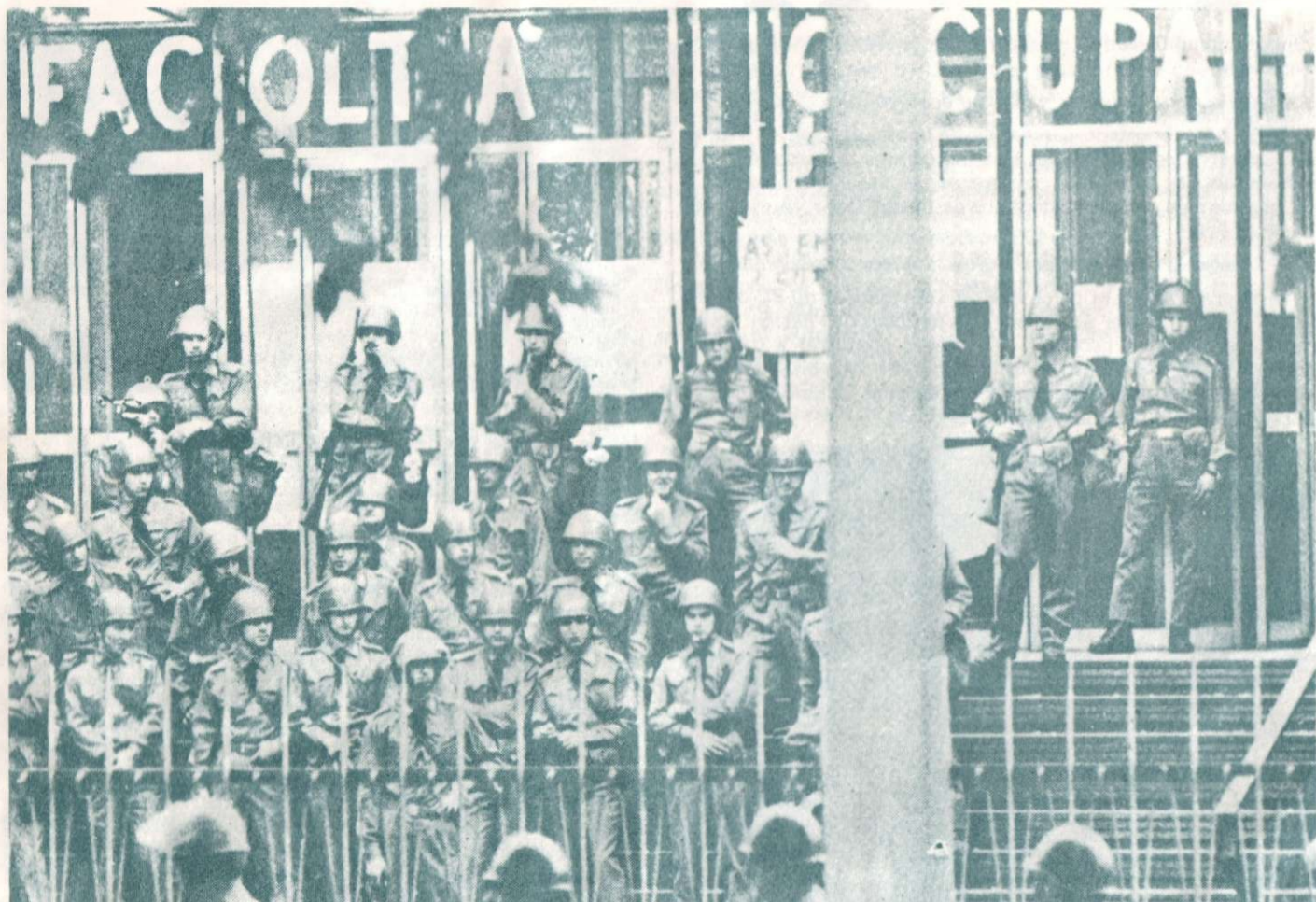
B. — Pourriez-vous citer des cas concrets ?

— A Bologne et partout ailleurs, il a dénoncé les camarades du mouvement autonome, par exemple tous les détenus des journées de Mars (occupation de l'Université de Bologne), et nous-mêmes

D'autre part, il y eut le refus complet de l'intervention du syndicat dans la lutte ; le slogan était : « Notre lutte n'est pas contre les malades, mais contre le gouvernement et le syndicat ». Il y eut des assemblées nationales sans aucune médiation.

Une autre lutte importante a été celle des « précaires » (sorte de vacataires) qui sont surexploités et portent le poids de l'Université. Pratiquement toutes les universités ont été occupées pendant la lutte. Dans certaines facs, ils ont vidé les gens du PC des assemblées à coups de chaises, quand ils voulaient donner un caractère réformiste à la lutte. A part ça, il faut parler du mouve-

au discours de l'Autonomie, c'est-à-dire la volonté de construire une tendance communiste libertaire à l'intérieur de l'Autonomie, alors que la CNLA intervenait dans le syndicat officiel. Nous avons été les derniers à quitter la coordination, il y a plus de deux ans de cela, parce que nous avons été confrontés au même problème. Le fait est que le mouvement libertaire est très vaste, avec beaucoup de structures et de lieux. Par exemple, rien qu'à Bologne, les libertaires ont une imprimerie, un atelier de composition, deux librairies, deux radios, trois ou quatre locaux politiques..., ce qui représente autant d'instruments que tous les autres groupes



ment des non-garantis qui fut pendant l'année passée, la première lutte quant à ses objectifs et ses formes d'organisation (surtout à Rome et à Bologne) et qui fut suivie d'une grande répression, avec des centaines de camarades en prison.

D'autre part, il y a eu une sorte de réveil des initiatives dans les usines. Les premiers symptômes ont été l'élection de camarades de l'Autonomie Ouvrière comme délégués à l'Alfa Romeo, supplantant les membres du PC. Il y a eu des assemblées ouvrières dans de nombreuses usines qui rejetèrent les contrats, et pas seulement dans les grandes boîtes, Alfa Romeo ou Fiat, mais aussi dans les petites usines d'Emilie-Romagne, bastion traditionnel des réformistes du PC, à la Ducatti de Bologne, à la Fiat de Modène, à la Lamborghini de Reggio Emilia, les syndicats ont été expulsés et les contrats rejetés ; les assemblées ont adopté des positions contre les réductions de salaires, sur les journées de travail, etc.

B - Quelle est pour vous la situation du Mouvement libertaire et ses perspectives ?

— Avant la proposition de (re)construire l'USI (Union syndicale italienne), il y avait plusieurs positions dans l'aire libertaire. Celle de *A Rivista Anarchica* avec les GAF (Groupes anarchistes fédérés) qui depuis se sont dissous tout en maintenant la revue. Ensuite la FAI (Fédération anarchiste italienne) avec une structure qui n'a pas permis l'organisation libertaire sur le terrain de la lutte, ni l'organisation de tous les groupes libertaires apparus depuis 1968. Il y avait aussi la *Coordination Nationale des Travailleurs Anarchistes* (CNLA) qui regroupait des organisations communistes libertaires et également une aire politique de groupes qui n'appartenaient à aucune fédération.

La CNLA eut sa première scission en 74-75 avec le départ des principales réalités : Naples, Rome, Gênes, Bergamo, toutes liées

réunis. Mais malgré cela, ils n'ont aucun poids politique dans les luttes du mouvement par manque de stratégie générale de lutte et d'orientation politique réelle...; maintenant ils tentent de créer une situation, en copiant la situation espagnole...

B - Il paraît que vous êtes assez critique dans la possibilité de relancer l'USI comme syndicat anarcho-sindicaliste ?

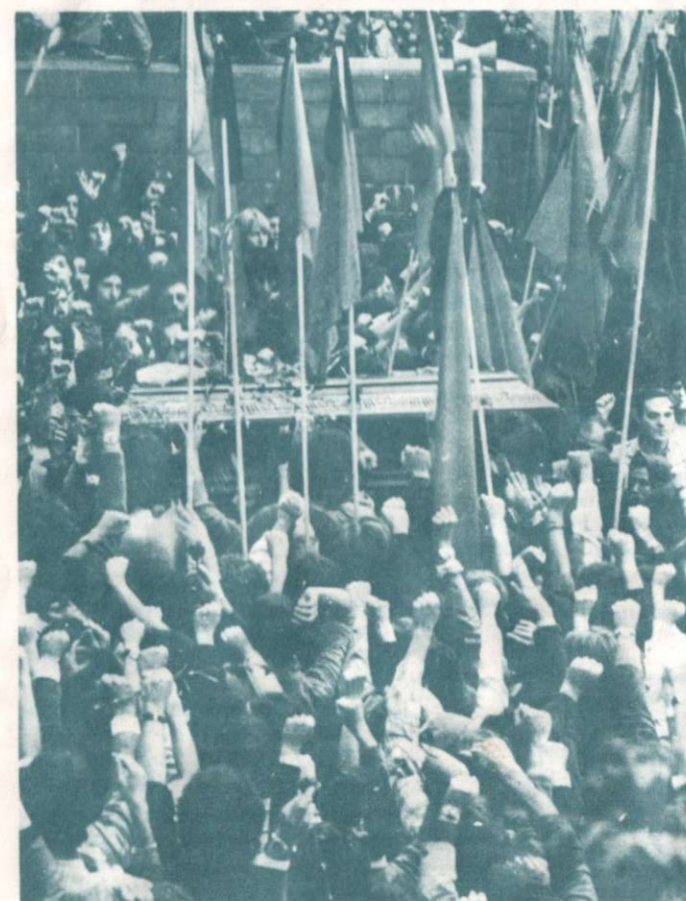
— Pour nous, l'USI est avant tout une coordination de groupes spécifiques anarchistes. De plus, ils ne reconnaissent pas les réalités importantes de luttes réelles, de la lutte des classes, et ne peuvent tirer de conclusion positive à partir des luttes. Dans l'USI, il n'y a pas d'approche claire sur la façon dont doit se mener la lutte anarcho-sindicaliste ; il y a trois ou quatre positions et cela pouvait se voir dans les réunions qui ont eu lieu, avec des affrontements de positions différentes. D'une part, il y a les vieux anarchistes qui ont une conception formaliste de l'USI au sens où elle devrait se créer par décret officiel. A la dernière réunion, l'officialisation de l'USI a été sur le point de se faire ; s'il n'y avait pas eu l'opposition de quelques camarades, cela aurait été complètement insensé. D'autre part, les camarades qui ne croient pas à l'anarcho-sindicalisme ni à l'USI sont dedans pour pouvoir y tenir un discours d'organisation spécifique et ainsi attirer les camarades sur ce discours. Il y a une autre position, de gens qui croient sincèrement à l'USI et qui sont pour une pratique anarcho-sindicaliste non formulée spécifiquement. Ils essaient par tous les moyens de relier un peu toutes les composantes qui se trouvent dans l'USI.

Notre position est différente ; nous sommes anarchistes, nous avons des relations avec les camarades, mais nous ne croyons pas dans ce projet. L'analyse que nous faisons est la suivante : l'initiative de relancer l'USI, en plus d'être dépassée historiquement (la tradition anarcho-sindicaliste s'est arrêtée en 1923-

1924 et il n'y a pas de continuité de l'USI parce que ses composantes sont entrées dans d'autres syndicats) ne fait que disperser les énergies des camarades libertaires ; nous sommes en train de perdre toute une série de camarades intéressés par la pratique de la théorie libertaire et qui se retrouvent sur différents terrains de lutte : le féminisme, l'école, les quartiers, les radios, les usines, qui sont en fait des terrains plus sociaux qu'économiques et que la lutte anarcho-sindicaliste ne peut englober. Nous avons préféré créer une aire libertaire dans le Mouvement, qui ne se développe pas uniquement au niveau d'organismes, même informels, de comportement, et créer une tendance communiste libertaire avec une confrontation réelle dans les luttes. Et ceux qui essaient de construire l'USI copient la situation espagnole. L'intérêt de la CNT serait de savoir que l'USI n'est pas pour le moment une réalité de lutte (on parle presque plus de l'USI en Espagne qu'en Italie). La CNT pourrait avoir une plus grande influence internationale si elle entraînait en contact avec d'autres types de réalités, par exemple avec le Collectif ouvrier du port de Gênes, qui est majoritaire parmi les travailleurs et qui est en dehors de l'USI, une réalité de classe, de lutte, ce que l'on doit voir à l'heure de l'internationalisme...

B - Je ne voudrais pas finir sans que vous me parliez des Brigades Rouges. La presse bourgeoise a tendance à associer ce groupe avec le Mouvement Autonome et c'est seulement chez les militants que l'on sait que c'est faux...

— Les Brigades Rouges sont nées dans les centres métropolitains, essentiellement à Milan. Elles proviennent de situations d'usines de différents secteurs ; pour une part du Parti Communiste et pour une autre d'étudiants d'origine catholique. Depuis qu'elles existent, elles sont marxistes-léninistes. Elles ont connu trois phases : la première liée à des initiatives dans les usines où elles étaient présentes, avec une situation de semi-légalité. Ce sont les débuts en 1972-73 ; à cette époque, d'autres organisations, comme « Lotta Continua » et « Potere Operaio » les appuyaient. Ensuite ce fut la seconde phase, celle du passage à la clandestinité totale, avec une série de séquestrations, attaques arrivant à atteindre des objectifs d'une certaine importance et qui ont marqué les bases du mouvement entièrement clandestin.



Enterrement de Walter Rossi tué au cours d'affrontements à Rome avec des fascistes



La troisième phase a débuté avec l'enlèvement de Moro, avec lequel elles se sont elles-mêmes marginalisées de toute dialectique, y compris des quelques sympathies qu'elles pouvaient avoir dans certains groupes de l'Autonomie ; elles se sont « auto-ghettisées ». De toute façon, elles n'ont jamais eu une influence réelle dans les luttes d'usines. Elles ont eu un niveau de sympathie diffuse dans quelques situations, surtout à des moments particuliers, quand elles pouvaient jouer un certain rôle dans les grandes luttes des métropoles.



L'idéologie des Brigades Rouges est marxiste-léniniste mais substantiellement réformiste ; elles attaquent la DC mais pas le PC dont elles disent qu'il est simplement berlinguerien ou révisionniste ; elles attaquent Berlinguer mais pas le PC ; il est clair que dans un certain sens, il y a une relation.

D'autre part, le type d'analyse que font les BR ne tient pas compte des travailleurs mais instrumentalise le mouvement. Elles essaient de reconduire chaque lutte à la construction ou au programme de leur parti, le « Parti Communiste Combattant ». Mais aucun de leur objectif n'a été atteint ; elles-mêmes ont perdu l'estime et la sympathie qu'elles pouvaient susciter par leur efficacité militaire — qui elle aussi est en train de baisser —. Elles ont perdu toute actualité politique. Et si aujourd'hui elles font deux ou trois attentats, c'est dans une totale indifférence. Il n'y a même pas de position politique, mais désintérêt, abandon...

1. PDUP : Parti d'Unité Proletarienne.
2. Leader du Parti Radical (humaniste et libéral).
3. Mouvement des Travailleurs pour le Socialisme, groupe qui ressemble à l'AJS-OCI en France.